

C. L. T. A.

Comité de Liaison des Trotskyistes Algériens,
pour la reconstruction de la IV^e Internationale

POUR UN CONGRÈS DÉMOCRATIQUE ET EXTRAORDINAIRE DE L'U.G.T.A.

Depuis l'indépendance, le prolétariat algérien, qui pour la première fois de son histoire, a pu constituer en véritable classe sociale dans un cadre national, n'a pas subi de défaite politique majeure.

Sous Ben Bella, les travailleurs organisés dans l'U.G.T.A. et dans les comités de grève imposèrent :

- la constitution d'un secteur public (mines, usines, banques, transports, hydrocarbures...) à partir des entreprises européennes abandonnées, privant ainsi, en partie, la bourgeoisie algérienne d'une base matérielle indépendante ;
- la non attribution, en partie, à des gros et moyens propriétaires fonciers algériens des grands domaines des colons ;
- l'application aux Algériens de la législation ouvrière antérieure, réservée à l'aristocratie ouvrière européenne (SMIG, inspection du travail, commissions paritaires, sécurité sociale...) produit d'un siècle et demi de lutte de la classe ouvrière française et européenne.

Le 19 juin 1965, Boumédiène s'empara du pouvoir et poursuivait la confiscation de la révolution algérienne déjà commencée par Ben Bella. Il aménageait les Accords d'Evian qui constituaient, malgré le départ massif des Pieds Noirs et l'effondrement des structures de l'Etat bourgeois franco-algérien, le cadre politique préservant la reconstitution de cet Etat, en l'algérianisant. Boumédiène, utilisant l'appareil d'Etat hérité de la colonisation, algérianisé par Ben Bella, le restructura sur l'A.N.P., qui n'est pas la continuité de l'A.L.N., mais la force contre-révolutionnaire créée dans les sanctuaires de Tunisie et du Maroc, comme le bras armé du G.P.R.A. bourgeois. Il posait le cadre juridique et institutionnel qui donnait à la faible bourgeoisie algérienne, classe sociale dominante mais mineure, politiquement et placée sous la tutelle de l'appareil militaire-policière, la possibilité de poursuivre et d'étendre l'exploitation capitaliste.

Il normalisait encore plus que Ben Bella ne l'avait fait, l'U.G.T.A., en faisant chasser par la police, les quelques dirigeants qui défendaient les intérêts des travailleurs, et,

poussant plus loin, installait une nouvelle direction, choisie dans le F.L.N. devenu un rouage du nouvel appareil d'Etat.

La presse syndicale disparut, les militants et les cadres ouvriers qui défendaient les intérêts de leur classe, furent expulsés, les grèves interdites, la législation antérieure suspendue.

La grève générale de la R.S.T.A. de 1972 s'organise en dehors du syndicat. Elle devient le point de départ d'une vive reprise de la lutte des classes. La classe ouvrière qui a affronté, pour la première fois, à visage découvert, le pouvoir bourgeois, cherche à se doter d'une organisation de classe indépendante. Mais, comme les libertés démocratiques ont été supprimées, et qu'il n'existe que l'U.G.T.A. normalisée, les travailleurs se saisissent du seul cadre dont ils disposent. Malgré la politique bourgeoise de sa direction et la tutelle exercée par le pouvoir, les travailleurs affluent à l'U.G.T.A. dont les effectifs passent de 250 000 en 1965, à 340 000 en 1973, retrouvant ceux de 1963.

La crise du système monétaire international, en 1971, l'inversion du rapport de forces entre les classes, à l'échelle mondiale, par suite de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne et de l'initiative des masses (1968-69) trouve son expression en Algérie. Contre un régime incapable de résoudre les problèmes posés par l'indépendance et de réaliser les tâches démocratiques : réforme agraire, laïcité de l'Etat, protection et développement du marché intérieur, industrialisation, ravalement des villes, chômage massif, libertés démocratiques... La classe ouvrière se mobilise contre le chômage, le blocage des salaires, l'inflation, l'arbitraire.

La grève générale de la S.N.S. de Kouba, d'octobre 1974, qui intervient à un moment où les dirigeants se déchirent entre les différentes cliques, marque un tournant entre les classes en Algérie. C'est cela qui explique l'échec de la politique de démocratisation de la dictature (Charte, constitution, présidence, A.P.N.), l'échec de la politique de développement d'organisations de masses inféodées (U.N.F.A., U.N.J.A., U.N.P.A.) et sa subordination de plus en plus étroite envers l'impérialisme et sa défaite lors de la première grande confrontation qui a opposé la classe ouvrière à Boumédiène, contraint de venir en persécution devant l'Assemblée générale des grévistes de la Rne et à Fougereux (grèves de mai-juillet 1977).

I. — Le pouvoir bourgeois contre la classe ouvrière algérienne

C'est avec peu d'enthousiasme que le B.P. installé par la force lors de la crise de l'été 1962, vit l'U.G.T.A. s'implanter et se structurer comme une force autonome du B.P. et du F.L.N.

La condition indispensable pour que l'ancien tuteur colonial puisse continuer à financer le Trésor public algérien, garantir les investissements de la bourgeoisie française, était donnée par les Accords d'Evian aménagés.

Et, c'est pourquoi, en avril 1963, Ben Bella-Khider et le bureau politique intervinrent en plein Congrès de l'U.G.T.A. pour empêcher la discussion sur le rapport moral, imposer une nouvelle direction et une nouvelle orientation. Le syndicat, repris en mains par le F.L.N., ne devenait plus un organe de la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs. Il se trouvait associé à la gestion d'une économie qualifiée de « socialiste » par les stalinien, progressistes, gauchistes de tout poil et le responsable du B.N.A.S.S., M. Pablo, ex-secrétaire général d'une pseudo Internationale, ayant révisé les bases du marxisme.

L'autogestion, considérée comme la forme spécifique du marxisme en Algérie, l'élargissement du secteur autogéré dans l'agriculture et l'industrie, présenté comme le processus même de la révolution prolétarienne, la caractérisation du Gouvernement bonapartiste de Ben Bella comme un « gouvernement ouvrier et paysan », ont permis à Ben Bella, qui s'érigait en arbitre au-dessus des classes, mais qui était en fait le gérant de la bourgeoisie débile, de faire de l'U.G.T.A. une organisation participant à la réalisation du « socialisme », c'est-à-dire participant à l'édification de l'Etat bourgeois algérien.

Tout au long de l'année 1964, les « Pieds Rouges » aidèrent Ben Bella et le P.C.A. à combattre les grèves et les revendications « ouvrières » des travailleurs et à faire triompher, au 2^e Congrès de l'U.G.T.A., de mars 1965, la ligne « autogestionnaire ». L'U.G.T.A., semi-intégrée à l'appareil d'Etat en construction, cessait de plus en plus d'être l'outil pour la défense des intérêts des travailleurs.

Le putsch du 19 juin 1965 donna à Boumédiène les moyens politiques pour caporaliser plus complètement l'U.G.T.A.

Le 3^e Congrès, qui ne se tint qu'en mai 1969 et à huis clos, fut organisé en dehors du syndicat par le responsable du F.L.N., Chrif Belkacem et le ministre du Travail, Mazouzi.

Mais, une chose est de parvenir à asphyxier le syndicat et le transformer en un organe d'application de la politique du pouvoir, autre chose est d'empêcher le développement de la lutte des classes.

Après la grève générale de la R.S.T.A. de 1972, déclenchée en dehors de l'U.G.T.A., les travailleurs comprirent qu'ils avaient besoin d'une organisation pour centraliser leurs luttes contre l'Etat bourgeois. Ils retrouvèrent le chemin de la seule organisation d'origine ouvrière à leur disposition, l'U.G.T.A. que Ben Bella, puis Boumédiène, cherchaient à détruire comme syndicat.

Quant à son tour le bilan de cette grève, Boumédiène comprit qu'il fallait aller plus loin, pour tenter de bloquer la lutte des classes. Mieux valait l'associer à la lutte anti-impérialiste des pays du « Tiers Monde », à celle de la Nation Arabe, aux côtés de la Jordanie, de l'Arabie du Soudan, du Congrès musulman avec l'Iran et le Pakistan, et surtout mieux valait le faire participer activement à l'accroissement de la production, comme un des piliers de l'économie.

C'est le sens du 4^e Congrès d'avril 1973 où, cadrant les interventions des 55 délégations de syndicats et d'Etats qui occupèrent les 4/5 du Congrès, le secrétaire général, désigné Benikous, assigna à l'U.G.T.A. d'appuyer les récentes décisions du pouvoir : la révolution agraire et l'organisation socialiste des entreprises, que l'U.G.T.A. devait prendre en charge sur son plan.

Après la grève générale de la S.N.S. de Kouba d'octobre 1974, Boumédiène n'eut plus qu'une seule idée : mettre en place les structures corporatistes de la Gestion socialiste des entreprises (G.S.E.) pour y couler les différents syndicats de l'U.G.T.A., faire fusionner le Conseil de l'entreprise (association capital-travail) avec la section syndicale et liquider ainsi l'U.G.T.A., incapable de jouer le rôle assigné : extorquer le maximum de plus-value, empêcher l'organisation du prolétariat en classe.

Pour cela, il fallait définir un nouveau cadre politique et institutionnel et préciser la fonction des différentes organisations dites nationales, dont l'U.G.T.A.

Cette politique, clairement exprimée dans le discours du 19 juin 1975, fut réalisée avec l'octroi de la Charte et de la Constitution et l'installation de la Présidence et de l'A.P.N.

Cette politique est déjà en application. Et, aujourd'hui, chaque travailleur comprend ce que signifie la bataille de la production-gestion-austérité.

Chaque travailleur comprend que la pseudo-industrialisation ne vise qu'à rentabiliser les secteurs des hydrocarbures qui fournissent 95 % des exportations et qui est soumis au diktat du Cartel pétrolier et des banques américaines qui contrôlent le marché mondial. Et que donc, gagner la bataille de la production ne signifie pas arracher l'Algérie à l'impérialisme, mais permettre à Boumédiène de respecter ses contrats avec les Etats-Unis, les trusts germano-américains et les banques mondiales qui dominent l'Algérie.

Chaque travailleur comprend que ce sont la banque mondiale, la BIRD, la CHASE MANHATTAN BANK et le FMI qui dictent leur loi à Boumédiène, lui imposent le budget d'austérité de 1978, comme au Chili ou à l'Egypte.

Chaque travailleur comprend alors ce que signifie, dans ce contexte, l'application de la G.S.E. : permettre à Boumédiène de respecter ses engagements envers l'impérialisme qui exige l'exploitation maximum de la force de travail du prolétariat algérien.

Chaque travailleurs a constaté que le renforcement de la G.S.E. se traduisait par :

- la prolongation de la durée du travail ;
- l'accroissement de la productivité du travail par les rotations plus rapides des équipes, l'instauration de la journée continue, l'augmentation des cadences, la suppression des pauses... ;
- le salaire lié à la productivité du travail ;
- une législation répressive, qui instaure les tribunaux économiques, une nouvelle procédure pénale, la suppression des prud'hommes et de toutes les garanties sur la sécurité de l'emploi, le statut de la fonction publique, la titularisation... ;
- le volontariat obligatoire qui augmente la durée du travail non-payé ;
- l'obligation du sport à l'entreprise et autres « activités culturelles » qui visent à robotiser le travailleur.

L'institutionnalisation de la G.S.E. par la Charte votée

« à l'algérienne » a été ressentie comme une attaque directe contre la classe ouvrière.

Les travailleurs comprennent que Boumédiène ne peut gagner sa bataille de la production sans casser définitivement le cadre de l'U.G.T.A. qu'il contrôle mais mal, et qui peut lui échapper.

Et, de fait, aujourd'hui, Boumédiène-Yahiaoui ne cherchent pas seulement à permettre à l'U.G.T.A. de réaliser les directives du pouvoir dans le cadre de la G.S.E. Ils veulent dissoudre l'U.G.T.A. dans la G.S.E.

II. — Qu'est-ce qu'une organisation syndicale ?

Boumédiène et les dirigeants du P.A.G.S. ont tellement brouillé les cartes qu'il faut préciser à nouveau que le syndicat ne doit pas être une association de propagande au service de la bataille de la production.

Un syndicat est une organisation indépendante où ont place tous ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre aux capitalistes et à l'Etat-patron et qui s'unissent pour se défendre.

Boumédiène explique que gagner « la bataille de la production », c'est lutter contre l'impérialisme. Il ne faut donc pas revendiquer, il ne faut donc pas d'organisation revendicative, il faut de simples rouages de la campagne de production...

Mais la politique de Boumédiène est une politique de soumission à l'impérialisme.

Pour le syndicat, lutter contre l'impérialisme, c'est ne pas aider Boumédiène à gagner la pseudo bataille de la production qui n'est que la bataille de l'exploitation, mais renforcer la seule classe porteuse des intérêts historiques de l'humanité et capable d'abolir le capitalisme et l'impérialisme, la classe ouvrière.

Et renforcer la classe ouvrière, cela veut dire lutter sur le terrain de classe et avec les méthodes de la lutte de classe contre :

- le chômage massif des femmes et des jeunes, les licenciements ;
- l'exode rural et l'émigration ;
- l'exploitation capitaliste : prolongation de la durée du travail et accroissement de la productivité ;
- des salaires liés à la productivité, c'est-à-dire au degré d'exploitation ;
- le volontariat ;
- la législation répressive ;

et pour : un logement décent, de meilleurs salaires, une véritable législation du travail, les libertés démocratiques.

Pour permettre aux travailleurs de toute opinion de s'organiser dans l'U.G.T.A., il faut la démocratie syndicale, c'est-à-dire le droit à la libre expression pour tout syndiqué ou tout courant, le droit de tendance, une presse syndicale libre avec des « Tribunes libres » et des bulletins intérieurs.

Cela ne peut se réaliser et être sans l'indépendance de classe de l'U.G.T.A., sans arracher son indépendance à l'égard de l'Etat et du F.L.N.

III. — La lutte pour l'indépendance du syndicat en Algérie

Pendant la colonisation, il n'y avait pas les libertés démocratiques pour les Algériens et l'organisation syndicale n'était qu'une Union départementale de la C.G.T. française. Contrôlée par le P.C.A., elle défendait les intérêts de l'aristocratie ouvrière européenne. Elle participait donc à la défense de l'Algérie française et se fermait à la masse des travailleurs algériens pour qui la défense des revendications matérielles étaient liées à l'obtention des libertés et à l'indépendance nationale.

Ce n'est qu'après le soulèvement de 1954 qu'apparurent des organisations proprement algériennes et qui furent interdites.

C'est en 1962, lors de la débâcle française en Algérie, de l'effondrement de l'exécutif provisoire et du G.P.R.A. comme de l'éclatement du F.L.N. que les travailleurs tentent de forger un véritable syndicat, centralisant la lutte des travailleurs pour leurs revendications.

C'est la voie qui menait à un syndicalisme indépendant, comme le manifestait le Congrès de l'U.G.T.A. de 1963.

Mais le pouvoir, né des Accords d'Evian, qui se mettait difficilement en place, malgré l'aide directe de De Gaulle, et qui prenait en charge la reconstruction de l'Etat bourgeois désagrégé.

Mais, le régime de Ben Bella ne pouvait accepter une organisation ouvrière indépendante, d'où le coup de force de Ben Bella au 1^{er} Congrès, brisant l'indépendance de l'U.G.T.A., entamant le processus de caporalisation que Boumédiène devait poursuivre et aggraver.

C'est dans la voie de l'indépendance de l'U.G.T.A. que se sont orientés les grévistes de la R.S.T.A. en 1972, comme ceux de la S.N.S. de Kouba qui ont chassé de leurs rangs les bureaucrates bourgeois, désigné leurs propres dirigeants élus par les assemblées générales et imposé à la direction la tenue d'un meeting à la Maison du Peuple avec le Comité de grève élu.

C'est dans cette voie qu'ont combattu les dockers, les cheminots et les grévistes de la R.S.T.A. qui ont balayé les structures corporatistes de la G.S.E., chassé les dirigeants syndicalistes bourgeois et cherché à faire jouer à l'U.G.T.A. son véritable rôle de centralisation de leur combat.

C'est contre ce combat que s'est dressé Boumédiène qui, dans son discours de septembre, a dénoncé la faillite de cette direction incapable de casser les grèves et de contrôler efficacement le cadre de l'U.G.T.A. et annoncé que le 5^e Congrès serait celui de l'intégration de l'U.G.T.A. dans la G.S.E.

L'impérialisme, les stalinien et Boumédiène comprennent parfaitement le danger que représenterait, pour l'ordre bourgeois, en Algérie et au Maghreb, l'existence d'une organisation syndicale indépendante du pouvoir et du F.L.N. C'est pourquoi, ils veulent liquider l'U.G.T.A. qu'ils ne parviennent pas complètement à maîtriser. Et cela, après les grèves victorieuses de mai-juillet 1977, après l'échec de Boumédiène dans son entreprise de démocratisation de la dictature et l'élargissement des assises sociales de son régime militaro-policié.

Ils le comprennent encore plus après l'expérience tunisienne où l'U.G.T.T. dans son combat pour devenir indépendante du pouvoir et du parti unique, a remis en cause les institutions pseudo démocratiques du bourguibisme et ouvert la crise du régime.

Ainsi, l'enjeu du 5^e Congrès est clairement défini : l'intégration de l'U.G.T.A. dans la G.S.E., ce qui serait un coup porté contre les masses travailleuses, contre leur volonté de ne pas accepter les plans de misère du régime ou l'ouverture, par la bataille pour un Congrès de l'U.G.T.A., sur la voie de la création d'une U.G.T.A. indépendante du F.L.N. et du pouvoir.

IV. — Pour un Congrès démocratique et extraordinaire de l'U.G.T.A.

Boumediène et son acolyte Yahiaoui, devenu chef du F.L.N., entendent organiser un Congrès du syndicat aussi démocratique que celui de 1969 : mise en place d'une commission nationale des candidatures, puis à l'échelon de chaque wilaya, avec les commissaires nationaux du F.L.N. désignés par Boumediène, les walis, les chefs de l'armée, de la police et de la sûreté nationale, et les responsables des organisations dites nationales sur une plate-forme qui n'est autre que la Charte. Aucun respect des statuts de l'U.G.T.A., aucun rapport moral, aucun respect de la démocratie et de l'indépendance syndicale, aucune discussion admise sur les revendications des travailleurs.

Les choses sont claires ; les colonels Boumediène, Yahiaoui veulent assassiner l'U.G.T.A.

Cela, les travailleurs l'ont compris ! Cela, les travailleurs ne le permettront pas ! Partout, ils exigent le respect des statuts, le rapport de la commission nationale de l'U.G.T.A., la discussion libre au siège du syndicat et non dans les entreprises ou les préfectures, sur les problèmes des travailleurs, en dehors de la présence des militaires et de la police, le libre choix de leurs représentants élus en assemblée générale, et lors des congrès locaux et régionaux.

Le C.L.T.A. qui participe à ce combat, dit : « La Charte, les discours de Boumediène et les directives de Yahiaoui constituent le programme du pouvoir des colonels qui gèrent, pour le compte de la bourgeoisie et de l'impérialisme, l'Algérie. Ce n'est pas le programme des travailleurs. »

La plate-forme du syndicat porte sur l'amélioration de la condition des travailleurs par :

1. Une hausse générale et substantielle des salaires ;
2. La garantie du pouvoir d'achat (élaboration par l'U.G.T.A. d'un indice national des prix, échelle mobile des salaires) ;
3. Les conditions de travail décentes, limitation de la durée du travail — semaine de 40 heures ! Non aux cadences infernales !

4. Des conditions de vie normales : transports nombreux, confortables et gratuits, logement décent, droit aux loisirs, à la culture, à une véritable formation professionnelle, droit à la santé et aux soins gratuits et de qualité ;

5. L'exercice des libertés démocratiques : droit de réunion, d'organisation, d'expression, de presse, d'opinion... Une véritable législation du travail, la sécurité sociale gérée par les travailleurs, le droit de grève ;

6. Le droit au retour pour les travailleurs émigrés ;

7. La liaison avec le mouvement ouvrier international, pour briser le carcan du nationalisme bourgeois ;

8. L'abrogation des textes sur la G.S.E. et le corporatisme, le volontariat obligatoire, la législation anti-ouvrière, l'arbitraire...

Combattre sur cette plate-forme, c'est combattre pour les intérêts de la classe ouvrière pour le maintien de l'organe de classe de combat qu'est le syndicat, c'est vouloir l'indépendance de l'U.G.T.A.

Le C.L.T.A. combat pour que le Congrès soit préparé par :

1. la liberté pour tous les militants, tous les courants et tendances de s'exprimer dans une presse syndicale libre, dirigée par les seuls responsables élus des travailleurs ;

2. la préparation des congrès locaux, régionaux et de fédérations démocratiques, c'est-à-dire sur les textes élaborés par les seuls responsables syndicaux, sans wali, colonel, ministre ou commissaire du F.L.N. ;

3. élections libres et à bulletins secrets des délégués aux congrès régionaux et au congrès national ;

4. Congrès démocratique, c'est-à-dire préparé par les seuls délégués des salariés, à l'exclusion des « travailleurs » wali, colonel et ministre. Par là-même, congrès extraordinaire qui marquera la rupture avec les congrès précédents manipulés par Ben Bella-Boumediène, qui avaient asservi l'U.G.T.A. à l'Etat, sans parvenir à en faire totalement l'instrument qu'ils voulaient ; congrès extraordinaire ouvrant la voie à l'indépendance de l'U.G.T.A. envers le F.L.N. et l'Etat bourgeois.

Gagner cette bataille, c'est préparer les conditions pour la victoire décisive de la classe ouvrière contre le régime militaire-policié et l'ordre bourgeois en Algérie.

ALGER, le 2 MARS 1978.